



PETIT GUIDE DES ENJEUX LGBTQIA+ À L'UNIVERSITÉ

À L'ATTENTION DES PROFESSEUR·E·S
ET CHARGÉ·E·S DE COURS À L'UQAM



PRÉSENTATION GÉNÉRALE

Quels contextes, quels enjeux?

Les personnes LGBTQIA+ (lesbiennes, gaies, bisexuelles, trans, queers, intersex(ué)es, asexuelles, entres autres) doivent composer, durant leur parcours de vie et scolaire, avec des systèmes d'oppression spécifiques. En effet, bien que le Québec et le Canada soient souvent à l'avant-garde en matière de lutte contre les discriminations basées sur l'orientation sexuelle et l'expression de genre, nous ne pouvons ignorer les effets qu'ont encore aujourd'hui les normes culturelles hétérosexistes ou homophobes et cissexistes ou transphobes¹ qui se manifestent de manière explicite ou implicite au sein de notre société.

Les mécanismes les plus visibles par lesquelles les personnes LGBTQIA+ se trouvent brimées dans leurs droits et leurs libertés sont la violence physique et sexuelle, l'exploitation et la marginalisation. Sans être moins graves, certains phénomènes d'oppression sont toutefois plus subtils, comme l'invisibilisation et l'objectification. Bien que l'université soit un espace dédié à l'enseignement, à la recherche et à la création, et le lieu d'échanges et de confrontations d'idées et de pratiques variées, ces deux derniers phénomènes d'oppression sont particulièrement susceptibles de s'y manifester du fait de la nature et des modes de diffusion des savoirs propres à certaines disciplines.

Des sujets et des savoirs disciplinaires contentieux

Du fait de leur objectif de former des futur·e·s professionnel·le·s, certains cours et approches de formation doivent être interrogés de manière critique. En effet, de nombreuses pratiques professionnelles, telles qu'enseignées à l'université, peuvent être nuisibles pour les personnes LGBTQIA+.

¹ Les définitions de termes clés sont précisées dans le glossaire à la fin de ce guide.

Les sujets liés aux personnes LGBTQIA+ peuvent survenir dans tout cours, peu importe la discipline. Alors que certaines discussions traitent directement des mécanismes d'oppression et des réalités des personnes LGBTQIA+, des sujets abordés dans le cadre de disciplines particulières sont aussi propices au déclenchement de débats autour de ces problématiques. Sans dresser une liste exhaustive, on peut nommer quelques exemples de sujets sensibles et controversés :

- biologie humaine : bicatégorisation par sexe de la génétique, des hormones et de l'anatomie, essentialisation des rôles de genre ;
- psychologie : bicatégorisation par sexe des capacités cognitives, évolutionnisme, naturalisation et essentialisation des rôles de genre ;
- sexologie : théories pathologisantes (ex. sexoanalyse, DSM V) ;
- études féministes et de genre : « luttes des sexes », conception essentialiste de « la femme », confusion du genre et du sexe, etc.

De même, dans les domaines considérés comme plus « théoriques », comme en philosophie, en sémiologie et en études littéraires par exemple, on peut aussi être confronté·e·s aux problématiques liées aux concepts du sexe et du genre (analyses de textes érotiques, représentations artistiques particulières, conception du naturel, de l'inné, etc). Nous croyons important de traiter ces savoirs et ces thèmes comme des problématiques sensibles et complexes. En effet, l'expérience vécue des personnes visées est souvent en jeu dans ces discussions. Ces débats ne devraient donc pas aller sans une conscience critique des normes et des valeurs véhiculées dans nos sociétés (prédominance de l'hétérosexualité, de l'identité cisgenre, etc.) et des rapports de pouvoir qui existent entre différents groupes sociaux, que ce soit selon les critères du sexe, de la race, de la classe, du genre, etc. ou des habitudes de vie (profession, types de relations affectives et amoureuses, etc.). Il est nécessaire, dans le cadre d'une pratique pédagogique et universitaire éthique, de remettre en cause les savoirs et les coutumes hégémoniques qui maintiennent et renforcent des privilèges et des opinions pas (ou peu) questionnées.

POURQUOI CE GUIDE?

Le contexte UQAMien

Jusqu'à aujourd'hui, l'UQAM fait preuve d'un manque de volonté quant au soutien à ses membres LGBTQIA+, et surtout quant à l'assouplissement et à l'évolution de son fonctionnement bureaucratique pour accommoder les besoins spécifiques des personnes trans binaires ou non binaires dans le genre.

D'une part, les démarches de changement de mention de nom et de sexe dans les documents officiels de l'institution restent difficiles (demande de justificatifs et de l'obtention de papiers d'identité gouvernementaux, ignorance des enjeux chez les employé·e·s de l'administration, etc.). Ceci a des conséquences importantes sur la qualité de l'expérience de nombreuses personnes à la fois en classe et sur le campus plus généralement. Par exemple, si le nom d'un·e étudiant·e n'est pas mis à jour, les listes de présence au cours communiquées aux chargé·e·s de cours et professeur·e·s donnent la mauvaise information. Ainsi, la responsabilité et l'effort individuels d'informer chaque enseignant·e revient à l'étudiant·e seul·e, ce qui peut être épuisant pour celui-ci. D'autre part, l'accès aux toilettes et vestiaires dans certains pavillons est restreint et difficile pour de nombreuses personnes trans.

Enfin, une culture d'acceptation et de soutien aux communautés LGBTQIA+ reste à promouvoir à l'UQAM, à la fois dans le cadre de la vie académique et dans le contexte de la vie étudiante. **En parallèle des améliorations systémiques qui s'imposent, le corps enseignant peut prendre ce contexte institutionnel en considération dès aujourd'hui afin de développer des solutions pragmatiques qui pallient les dynamiques structurelles en place.** Ceci implique non seulement une pratique d'information sur ces sujets, mais aussi une prise de responsabilité quant au bien-être de la communauté étudiante et universitaire.

Ce guide fournit des outils pratiques afin de répondre aux questions précises que peuvent se poser les professeur·e·s et chargé·e·s de cours :

Comment traiter d'enjeux qui ne sont souvent pas le sujet même du cours, mais qui surgissent dans le cadre du cours?

Comment parler de sujets par lesquels on n'est pas concerné·e directement en tant qu'individu ou au niveau personnel?

Comment traiter d'une question qui n'admet pas de réponse directe et univoque ; comment faciliter la discussion sur un sujet à la fois politique et très personnel pour certain·e·s?

Bénéfices de traiter les enjeux LGBTQIA+ de manière avertie et sensible

En plus d'être une facette indispensable d'une pratique pédagogique éthique, aborder les enjeux affectant les personnes LGBTQIA+ est utile et parfois moins compliqué qu'on le pense. Aborder ces enjeux qui concernent de nombreuses personnes en classe peut augmenter la présence en classe, la participation et l'engagement des étudiant·e·s, ainsi qu'engendrer un plus grand sentiment d'appartenance à la communauté universitaire chez tou·te·s les étudiant·e·s.

Refuser d'ignorer ces problématiques favorise l'apprentissage et contribue à créer une atmosphère de confiance et un milieu d'échange qui s'efforce de ne repousser aucune identité à ses frontières. En outre, identifier ces enjeux de manière pertinente permet aux étudiant·e·s d'apprendre à moduler leurs interventions et à échanger leurs émotions et leurs savoirs. Ceci est surtout valable pour les personnes qui ne sont pas directement concernées ; celles-ci apprennent les vertus de l'écoute et prennent conscience de leur position sociale et de leurs privilèges individuels (par exemple, en tant que personnes cisgenres et/ou hétérosexuelles). Enfin, les étudiant·e·s sont ainsi mieux équipé·e·s pour aborder les enjeux LGBTQIA+ de manière constructive à l'extérieur du cours, dans leur vie personnelle, familiale, associative, etc.

MISES EN SITUATION

Les situations dans lesquelles surviennent des enjeux touchant les personnes LGBTQIA+ sont nombreuses. Par exemple, à la rentrée, le ou la professeur·e ou chargé·e de cours doit appeler chaque étudiant·e figurant sur le registre par son nom d'état civil, qui peut ne pas correspondre au nom d'usage de toutes les étudiant·e·s. D'autre part, durant un cours ou une activité, une discussion autour des enjeux LGBTQIA+ peut débiter entre plusieurs ou toutes les étudiant·e·s présent·e·s. Ou encore, dans l'optique de leurs travaux (finaux, par exemple), les étudiant·e·s peuvent choisir un cas d'étude ou un thème pour leur recherche qui touche à ces enjeux.

Parfois, l'enseignant·e peut démontrer une attitude problématique lorsqu'un enjeu relatif aux pratiques ou aux personnes LGBTQIA+ survient. Le **déni** consiste à tenter de contourner le sujet ou d'ignorer l'existence d'une problématique. L'**évitement** de la conversation est aussi fréquent. Souvent, l'enseignant·e ne remet pas en cause ses propres opinions ou n'a pas conscience de sa perspective : ses **privileges** et son manque d'autocritique par rapport à ceux-ci peuvent l'empêcher d'aborder certaines problématiques de manière constructive. Ces trois exemples impliquent une posture de rejet par rapport au sujet abordé, qu'elle soit volontaire ou non. Cependant, aucune de ces postures n'est acceptable en regard des responsabilités de l'enseignant·e.

L'idéal de la neutralité de l'enseignant·e voudrait que celui-ci puisse dispenser ses savoirs sans mettre en jeu sa subjectivité. Or, la neutralité est un mythe : tout savoir s'élaborant de manière située et contextuelle, l'objectivité n'est qu'un point de vue concerté.

Du fait de sa position de pouvoir et de ses privilèges, l'enseignant·e se doit de participer à l'élaboration de savoirs et de pratiques plus justes et plus inclusives à l'université.

Meilleures pratiques

Dès le début de la session, l'enseignant·e doit établir une atmosphère de confiance et d'échange avec toutes les étudiant·e·s pour garantir le **respect** mutuel et la **responsabilité** collective du groupe. Un outil important est le code de conduite ou l'**entente de groupe** qui cite clairement les propos et attitudes encouragées, inadmissibles, etc.

L'enseignant·e peut diriger quelque peu la conversation sur un sujet abordé de manière à faciliter l'expression de différents points de vue dans la mesure où ces derniers ne nuisent pas aux droits et libertés de chacun·e. Cela peut inclure une prise de position de la part de l'enseignant·e. Cependant, il est important de s'en tenir aux faits et, selon le sujet, de savoir se référer aux avancées dans le domaine des droits des personnes concernées. On ne peut pas garantir un espace totalement dénué de transphobie et d'homophobie, mais il faut établir et discuter avec les étudiant·e·s des moyens à prendre lorsqu'une intervention cissexiste, hétérosexiste, capabiliste, raciste, etc. survient. Quelques exemples :

- éviter le mégenrage, y compris entre les étudiant·e·s : respecter le pronom et les accords choisis par chacun·e ;
- réfléchir à la primauté du savoir universitaire sur le savoir expérientiel : en effet, un savoir théorique ne légitime pas forcément une intervention sur n'importe quelle application pratique du sujet ;
- déconstruire la posture d'expert·e (en tant qu'enseignant·e) : accepter d'être remis·e en question quand des sujets qu'on maîtrise moins surviennent, et de laisser la parole aux personnes concernées lorsqu'il s'agit d'un enjeu qui a trait à l'expérience vécue ;
- prendre la responsabilité de questionner les projets des étudiant·e·s qui s'approprient des enjeux qui ne les concernent pas personnellement (ex. fiction, documentaire...) ;
- problématiser toute opinion peu réfléchie, «intolérante» ou contraire au code du groupe.

Pratiques pédagogiques

Les discussions en groupe ou en sous-groupe donnent la chance aux étudiant·e·s de s'exprimer sur un sujet et partager leur expérience. Cette pratique doit être encadrée par les principes clairement énoncés du consentement et du respect des droits et libertés des personnes, et des règles établies par la classe dans l'entente de groupe. Utiliser des cas de figure fictifs (que ferais-tu, que peux-tu faire, que devrais-tu faire dans une situation donnée?) peut jouer un rôle similaire, dans les mêmes conditions de respect et d'écoute énoncées ci-dessus.

Dans le cas où un sujet ou une opinion problématiques serait amenés :

- identifier le problème soulevé/en jeu ;
- rendre explicites les arguments qui composent le problème, décrire comment les arguments sont utilisés et identifier les présupposés qui mènent à une telle opinion ;
- amener les autres étudiant·e·s à réagir.

Attention! Certaines stratégies mises en place pour aborder d'autres sujets sensibles ou contentieux ne sont pas nécessairement adaptées dans le cas des enjeux LGBTQIA+. L'humour est généralement déconseillé : en effet, de quoi et de qui rit-on, et à quel prix?

Jouer l'avocat du diable dans le cas d'enjeux affectant la dignité et les droits fondamentaux de certaines personnes est inadmissible, que cela soit performé par l'enseignant·e ou l'étudiant·e. Enfin, la discussion libre autour d'une œuvre d'art controversée, d'un article de presse polémique ou de tout autre document dont le contenu n'est pas explicitement annoncé comme problématique peut vite mal tourner. Le débat peut provoquer des interventions violentes si l'enseignant·e n'énonce pas clairement son approche du document. Pour être bien utilisé, l'analyse doit porter sur une question dont les réponses ne portent pas atteinte au respect des personnes concernées.

Le témoignage

Il est commun que des personnes LGBTQIA+ soient invitées à témoigner de leur vécu dans des cours universitaires. Cette pratique a certaines limites. Par exemple, il est possible que les étudiant·e·s généralisent l'expérience d'une personne à tout un groupe social. Aussi, si le témoignage est la seule forme d'intervention des personnes « à l'étude », il peut résulter de cette pratique un plus grand détachement entre sujet et objet de la recherche et donc un sentiment de supériorité chez les observatrices.

Il est possible de minimiser ces effets, en invitant plus qu'une personne ou en discutant avec les étudiant·e·s de ce que le témoignage ne dit pas (enjeux systémiques, conditions d'énonciation et du partage d'informations intimes, récits traumatiques non partageables, etc.). Encore mieux, **nous suggérons d'inviter une personne LGBTQIA+ qui est également un·e intervenant·e, activiste ou chercheur·e qualifié·e.**

Reconnaître et soutenir les expertises des personnes concernées

En ce qui concerne les enjeux LGBTQIA+, et en particulier des enjeux *queer* et *trans*, de nombreuses personnes à Montréal et au Québec sont à la fois spécialistes de ces sujets et en font l'expérience à un niveau personnel. De ce fait, tout en prenant en compte les différences individuelles et collectives qui existent au sein de nos communautés et tout en reconnaissant le caractère situé de la production des savoirs, qu'ils soient de nature universitaire ou non, il est crucial d'inviter des personnes dans le cours *en tant qu'intervenant·e·s qualifié·e·s*.

D'autre part, il est de la responsabilité des enseignant·e·s de savoir orienter les étudiant·e·s vers des productions culturelles amenées par et pour la ou les communauté(s) dont il est question.

UTILISER LE GENRE NEUTRE

Pourquoi neutraliser ou dégenrer le français?

Le français est une langue intrinsèquement genrée de manière binaire (masculin, féminin). Le genre neutre demeure manifeste dans plusieurs autres langues d'héritage latin et/ou germanique (l'anglais et l'allemand, par exemple), et se voit même de plus en plus réintégré à la pratique de la langue écrite et orale (avec le *they* singulier en anglais, par exemple). Officiellement, la fonction du neutre en français reste à ce jour grammaticalement incluse dans le genre masculin, qui fait office de « genre universel ». Ceci pose un problème à la fois théorique et pratique, puisqu'au niveau social, le genre masculin s'est historiquement positionné comme le « premier » genre et le signifiant d'une classe d'individus et d'attitudes dominantes dans nos sociétés occidentales modernes. Comment espérer rendre compte, à travers le discours oral et écrit, de la présence de personnes aux subjectivités et expressions de genre variées, alors même que la langue française efface ces différences en les rapportant toutes au genre masculin?

Neutraliser nos usages de la langue française orale et écrite fait donc partie, depuis les dernières décennies, d'un effort pour intégrer des subjectivités et des réalités vécues multiples dans les discours s'adressant à un public large. D'autre part, dans le cadre d'usages particuliers et de discours se référant à des personnes non binaires dans le genre, neutraliser la langue permet de manifester son respect et d'inclure toutes les personnes présentes, quel que soit leur genre. **Cette pratique concerne le corps professoral et les chargé·e·s de cours au premier chef, puisque ces personnes sont en contact avec de nombreux individus dans le cadre d'une relation asymétrique d'apprentissage.** Il est aussi important que les étudiant·e·s d'aujourd'hui et les futur·e·s professionnel·le·s s'habituent à cette pratique qui, loin de nuire à la langue française ou à la communication, ne fait qu'améliorer les rapports sociaux et les représentations véhiculées par la langue.

En pratique

Il existe de nombreux moyens de dégenrer ses interventions. Certains sont très simples et déjà pratiqués communément, comme :

- **l'inclusif** : la graphie d'un mot est modifiée à l'écrit pour représenter différentes options d'accords et de pronoms ou un terme est répété à l'oral de manière à inclure ses accords féminin et masculin. L'inclusif peut être binaire (inclure deux options) ou non binaire (inclure plus de deux options). Par exemple :
 - les étudiantes et les étudiants (inclut deux options)
 - les étudiant·e·s ou étudiantEs (inclut plus de deux options)
 - il(s) ou elle(s) ; celui ou celle ; celles et ceux (binaire)
 - ille(s), iel(s) ; celui; ceux ou ceuzes (non binaire)
- **l'épicène** (désigne un terme n'apposant pas un genre en particulier) : *bénévole, interprète, artiste, collègue, camarade, partenaire, élève, parent, enfant, personne, responsable, activiste, auxiliaire...* Cela permet aussi parfois d'alléger la langue.
 - Mon travail en tant qu'auxiliaire d'enseignement...
 - X est une personne très compétente.
 - L'élève est à l'écoute de ses collègues en classe.
 - La présence d'un·e interprète est garantie durant l'événement.

D'autres moyens sont moins habituels et peuvent demander un temps d'entraînement pour être bien maîtrisés, ce qui ne les rend pas moins bénéfiques ni plus complexes. Par exemple, les accords de certains mots peuvent être adaptés à l'écrit et à l'oral grâce à des néologismes de manière à intégrer les genres grammaticaux masculin et féminin :

- de nombreuses étudiant·e·s
- un·e contributeurice informé·e
- iel est heureuse et motivé·e

Le fait de porter attention à l'usage des pronoms et des accords (binaires ou non binaires) utilisés par chacun·e est une marque importante de respect envers l'identité et l'expression de genre de chacun·e.

GLOSSAIRE

Ce glossaire répertorie des termes relatifs à l'identité et à l'expression de genre, ainsi qu'aux sexualités. Cette liste restreinte et incomplète ne peut rendre compte de tous les enjeux de la définition de ces termes et concepts. Par exemple, on ne peut pas résumer ici les contradictions et entrecroisements entre identité et expression de genre, ou encore les débats entre approches intersectionnelle et consubstantielle... Ce guide part de la prémisse de la convergence entre féminisme et enjeux LGBTQIA+ : une lutte féministe est aussi une lutte contre les effets institutionnels et hégémoniques de la lecture binaire des genres ; une résistance à la misogynie est une résistance à la transmisogynie et toutes les autres formes de sexisme qui briment individus et groupes sociaux.

Asexuel·le (adj.). Désigne l'absence d'attirance sexuelle envers autrui.

Assignation à la naissance. À sa naissance, une personne est le plus souvent identifiée, par les corps médical, gouvernemental et social, selon plusieurs traits, dont un sexe « féminin » ou « masculin ». Cette procédure d'assignation apparaît dans de nombreux documents officiels à travers la vie d'une personne.

Binarisme (de genre). Système de pensée institutionnalisé qui classe l'éventail des identités et des expressions de genre de manière dichotomique en établissant deux catégories distinctes et opposées (masculin et féminin).

Bisexuel·le (adj.) Désigne l'attirance sexuelle envers plus d'un genre.

Cisgenre, cis (adj.) Désigne une personne qui n'est pas trans, ainsi que le fait qu'une personne s'identifie de manière non-coercitive au genre qui lui a été assigné à la naissance.

Cisnormativité, cissexisme. Système d'oppression (social, politique, économique, etc.) qui érige l'expérience cisgenre en norme et dont l'une des manifestations est la transphobie.

Fluidité, (adj.). Désigne le fait qu'une personne entretienne un rapport fluide avec son identité de genre, son expression de genre et/ou son orientation sexuelle (ce n'est pas juste une phase!).

Gai·e, lesbien·ne, (adj.) Certaines personnes préfèrent ces termes à l'utilisation du mot « homosexuel·le », ce dernier faisant référence dans le milieu médical en premier lieu.

Hétéronormativité, hétérosexisme. Système d'oppression (social, politique, économique, etc.) qui érige l'hétérosexualité et ses pratiques corollaires (monogamie, famille nucléaire, sexualité et socialité bourgeoise) en norme dont certaines manifestations sont l'homophobie, la lesbophobie et la biphobie.

Identité de genre. Terme à préférer à « identité sexuelle ». L'identité de genre diffère de l'**expression de genre**, qui désigne la manière dont une personne présente, performe et/ou vit une identité de genre, ainsi que la manière dont cette expression est interprétée par d'autres sujets.

Intersexe, intersexué·e, (adj.) Désigne une personne dont les caractéristiques physiques à la naissance ne correspondent pas à l'un des deux genres prescrits par un système cisnormatif et binaire. Les personnes intersexes et intersexuées se voient souvent assigner un genre de manière coercitive, et peuvent subir des interventions médicales visant à confirmer cette assignation.

LGBTQIA+, LGBT, LGBTI, LGBTQ. Acronymes regroupant différents termes désignant des pratiques et des subjectivités non normatives quant à l'orientation sexuelle, à l'identité et à l'expression de genre, et +

Mégenrage. Phénomène par lequel une personne attribue à une autre personne, intentionnellement ou non, un genre qui ne lui correspond pas (par ex. utilisation de pronoms inadéquats). Ceci peut avoir des conséquences importantes sur la santé mentale et physique de la personne mégenrée.

Non binaire, non conforme dans le genre (adj.) Désigne une personne dont le genre ne correspond pas à l'un des deux pôles majoritaires (masculin ou féminin) et/ou qui n'éprouve ni n'exprime son genre en fonction de l'axe binaire hégémonique. Les deux termes sont en usage mais certaines personnes préfèrent l'un ou l'autre.

Queer (v.t. ; adj.) En anglais, terme parapluie faisant référence à toute personne et toute pratique non hétéronormative. Le terme est utilisé par certaines personnes à qui une désignation plus précise ne convient pas. *Queer* désigne aussi un cadre théorique et un champ d'étude universitaire (théorie et études queer). La lettre Q de l'acronyme peut aussi signifier « en questionnement ».

Trans (adj.) Terme inclusif désignant toutes les personnes qui ne s'identifient pas au genre qui leur a été assigné à la naissance. Elles ont en commun leur **transitude** (le fait d'être trans). Certaines personnes **transitionnent** de manière sociale et/ou médicale, de manière binaire ou non binaire.

QUELQUES LIENS UTILES

La Réclame – Groupe étudiant LGBTQIA+ de l'UQAM

<https://www.facebook.com/lareclamemontreal/>

Chaire de recherche sur l'homophobie (UQAM)

<http://chairehomophobie.uqam.ca>

Groupe de recherche et d'intervention sociale (GRIS) <http://www.gris.ca>

Conseil Québécois LGBT <http://www.conseil-lgbt.ca>

Coalition montréalaise des groupes jeunesse LGBT

<https://coalitionjeunesse.org>

ASTTEQ <http://www.astteq.org>

Coalition des familles LGBT

<http://www.familleslgbt.org/main.php?lang=fr>

Centre de lutte contre l'oppression des genres (Concordia)

<http://desluttgenres.org>

RÉFÉRENCES

Ce guide a été rédigé entre février 2016 et juin 2017 par plusieurs doctorant·e·s de différents départements de l'UQAM.

Ce guide se base sur de nombreux travaux à la fois universitaires et militants. Nous tenons les principes pédagogiques présentés dans ce guide des travaux de Simon Corneau et Maria Nengeh Mensah (UQAM) en la matière. Les ressources concernant le français neutre ou dégenré sont tirées notamment des sites commepoussentlespissenlits.tumblr.com et Unique en son genre (<http://uniqueensongenre.eklablog.fr>).

Pour accéder à la liste des sources de ce guide ou pour obtenir une copie .pdf du document, contacter : guide.enjeuxlgbtqia@gmail.com.

Imprimé le 28.11.2017 à l'UQAM

Comment traiter d'enjeux qui ne sont souvent pas le sujet même du cours, mais qui surgissent dans le cadre d'un cours?

Comment parler de sujets par lesquels on n'est pas concerné·e directement en tant qu'individu ou au niveau de sa vie personnelle?

Comment approcher une question qui n'admet pas de réponse directe ni univoque?

Comment faciliter la discussion sur un sujet à la fois politique et intime?